

**Référence courrier :**

CODEP-LYO-2024-030371

**Affaire suivie par :** Frédérique GAUTHIER

**Tél :** 04 26 28 61 69

**Courriel :** frederique.gauthier@asn.fr

**Ecole Normale Supérieure de Lyon**

**À l'attention de Monsieur Emmanuel  
TRIZAC**

**15, parvis René Descartes**

**69007 LYON**

Lyon, le 6 juin 2024

**Objet :** Décision d'enregistrement d'une activité nucléaire à des fins non médicales  
Modification de l'enregistrement : Cessation partielle d'activité (arrêt de l'activité de  
détention et utilisation de sources non scellées sur le site IGFL, poursuite de l'activité  
nucléaire sur le site MONOD)

**N° dossier (à rappeler dans toute correspondance) :** dossier SIGIS T690477

**Références :**

- [1] Votre dossier de demande d'exercice d'une activité nucléaire à des fins non médicales  
déposé sur le portail de Téléservices de l'Autorité de sûreté nucléaire le 9 février 2024
- [2] Décision n° 2021-DC-0703 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 février 2021 établissant  
la liste des activités nucléaires mettant en œuvre des sources de rayonnements ionisants  
à des fins industrielle, vétérinaire ou de recherche (hors recherche impliquant la personne  
humaine) soumises au régime d'enregistrement, et les prescriptions applicables à ces  
activités

**Annexe A :** Rappel des prescriptions générales spécifiques aux catégories d'activités nucléaires  
soumises au régime d'enregistrement figurant dans la décision [2]

**Annexe B :** Rappels réglementaires non exhaustifs

Monsieur le président,

Comme suite à votre demande [1], et en application de l'article L. 1333-8 du code de la santé  
publique et de l'article L. 592-21 du code de l'environnement, je vous prie de trouver ci-joint la  
décision d'enregistrement qui a été accordée à École Normale Supérieure de Lyon par  
l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).



J'attire votre attention sur le fait que cette décision d'enregistrement n'est pas transférable sans décision explicite de l'ASN (article R. 1333-117 du code de la santé publique). Elle est délivrée sans préjudice du respect des autres dispositions réglementaires en vigueur.

Je souligne en outre que cette décision d'enregistrement qui vous a été délivrée par l'ASN comporte une durée limitée. Si vous souhaitez la renouveler afin de poursuivre l'activité nucléaire, il vous appartient, conformément à l'article R. 1333-132 du code de la santé publique, de demander son renouvellement au moins six mois avec sa date d'expiration.

Je vous rappelle que différentes démarches administratives sont réalisables sur le portail de Téléservices mis en place par l'ASN (<https://teleservices.asn.fr>).

Enfin, je vous invite à prendre connaissance de votre décision d'enregistrement. Les prescriptions générales spécifiques aux catégories d'activités nucléaires soumises au régime d'enregistrement ainsi que des éléments réglementaires non exhaustifs sont par ailleurs rappelés respectivement en annexe A et B du présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes salutations distinguées.

L'inspectrice de la radioprotection

**Frédérique GAUTHIER**

**Destinataire / Diffusion établissement**

- Madame Valentina MANIACI, Conseiller en radioprotection (interne) - [valentina.maniaci@ens-lyon.fr](mailto:valentina.maniaci@ens-lyon.fr)
- Monsieur Emmanuel TRIZAC, Responsable de l'activité nucléaire (représentant de la personne morale) - [president@ens-lyon.fr](mailto:president@ens-lyon.fr)

**Diffusion externe**

- IRSN/ PSE-SANTE/SER/UES (via SIv2)

**Diffusion interne**

- FG

**Modalités d'envoi à l'ASN**

Les envois électroniques sont à privilégier.



Envoi électronique d'une taille totale supérieure à 5 Mo : les documents sont à déposer sur la plateforme « France transfert » à l'adresse <https://francetransfert.numerique.gouv.fr>, en utilisant la fonction « courriel ». Les destinataires sont votre interlocuteur, qui figure en en-tête de la première page de ce courrier ainsi que la boîte fonctionnelle de l'entité, qui figure au pied de la première page de ce courrier.

Envoi électronique d'une taille totale inférieure à 5 Mo : à adresser à l'adresse courriel de votre interlocuteur, qui figure en en-tête de la première page de ce courrier, ainsi qu'à la boîte fonctionnelle de l'entité, qui figure au pied de la première page de ce courrier.

Envoi postal : à adresser à l'adresse indiquée au pied de la première page de ce courrier, à l'attention de votre interlocuteur (figurant en en-tête de la première page).



## ANNEXE A À LA LETTRE CODEP-LYO-2024-030371

### **Rappel des prescriptions générales spécifiques aux catégories d'activités nucléaires soumises au régime d'enregistrement figurant dans la décision [2]**

(seuls les textes publiés au *Journal officiel* de la République française font foi)

Les prescriptions générales spécifiques aux activités nucléaires soumises au régime d'enregistrement sont constituées de prescriptions concernant l'ensemble de ces activités et de prescriptions dépendant de la nature des sources de rayonnements ionisants mises en œuvre.

#### **I. Prescriptions générales spécifiques relatives à l'ensemble des activités nucléaires**

##### **I.1 Signalisation des sources de rayonnements ionisants**

Outre les dispositions générales relatives à la signalisation des sources de rayonnements ionisants, le titulaire de l'enregistrement s'assure que, pour les sources radioactives et les appareils les contenant, toutes les informations prescrites aux I.1.2 à I.1.3 ci-dessous :

- sont facilement visibles et lisibles de façon durable ;
- peuvent être exposées aux intempéries sans dégradation notable.

##### **I.1.1 Appareils contenant des sources radioactives**

Les informations suivantes sont indiquées sur la surface externe de tout appareil contenant une source radioactive ou sur une plaque inamovible fixée sur l'appareil :

- la référence (référence « catalogue » du fournisseur ou du fabricant) de l'appareil ;
- le numéro de série de l'appareil.

Elles sont complétées, pour chacune des sources radioactives présentes dans l'appareil, par les éléments mentionnés, selon le cas, au I.1.2 ou I.1.3.

##### **I.1.2 Sources radioactives scellées**

Les informations suivantes sont présentes, par ordre d'importance et, lorsque cela est possible, sur chacune des sources radioactives scellées détenues, sur le porte-source et son contenant :

- le numéro de série de la source ;
- la nature du radionucléide ;
- l'activité de la source (en Bq) et la date à laquelle l'activité a été mesurée.

##### **I.1.3 Sources radioactives non scellées**

Les informations suivantes sont présentes sur le contenant de toute source radioactive non scellée :

- la nature du radionucléide ;
- l'activité de la source (en Bq) et la date à laquelle l'activité a été mesurée ;
- le nom ou le symbole du fabricant.

### **I.2 Documents devant être obtenus lors de toute acquisition de sources de rayonnements ionisants et à conserver par l'acquéreur**

Le titulaire de l'enregistrement s'assure qu'il reçoit puis conserve, lorsqu'il acquiert une source radioactive, un appareil en contenant, ou un appareil électrique émettant des rayonnements X, le(s) document(s) listé(s) ci-dessous selon le cas :

- a) les instructions d'installation, d'utilisation et de sécurité de chaque appareil, de même que les recommandations d'entretien et de maintenance élaborées par le fabricant ou le fournisseur ;
- b) un document (certificat de source) émanant du fabricant ou du fournisseur attestant des caractéristiques de chaque source radioactive et mentionnant notamment :
  - le ou les radionucléides constituant la source,
  - leur(s) activité(s) (en Bq) à une date déterminée,
  - l'identité du fabricant et les références de la source radioactive.

En outre, pour les sources radioactives scellées, ce document atteste du caractère scellé de la source, au sens du code de la santé publique ;

- c) un engagement de reprise de la source radioactive scellée par le fournisseur.

### **I.3 Prêt de sources de rayonnements ionisants**

Est considéré comme « prêt » d'une source de rayonnements ionisants sa mise à disposition temporaire entre deux responsables d'activité nucléaire.

Le prêt est possible sous réserve :

- que la personne recevant l'appareil ou la source en prêt demeure dans les limites de sa déclaration, de son enregistrement ou de son autorisation ; et
- qu'une convention, co-signée par les deux parties, soit établie préalablement au prêt. Cette convention précise au minimum les références des appareils ou sources prêtés, celles des déclarations ou décisions portant enregistrement ou autorisation de détention et d'utilisation pour ces types d'appareils ou sources et les modalités de radioprotection liées à la détention et à l'utilisation de ces appareils ou sources prêtés, notamment les contrôles et vérifications associés.

En outre, dans le cas des appareils électriques émettant des rayonnements X, le prêt est possible sous réserve que :

- l'appareil prêté ait des caractéristiques similaires, du point de vue de la radioprotection, à celles des appareils mentionnés dans l'enregistrement de la personne recevant le prêt ; et
- sa mise en œuvre n'a pas d'impact sur la radioprotection dans l'installation.

Avant de prêter une source de rayonnements ionisants, la personne qui prête cette source s'assure que :



- les contrôles et vérifications de radioprotection prévus par le code de la santé publique et le code du travail sont à jour, conformément à la réglementation ;
- toute non-conformité mise en évidence lors de ces contrôles et vérifications de radioprotection a fait l'objet d'un traitement formalisé (description de la mesure corrective, date de réalisation de celle-ci).

Une copie du résultat des contrôles et des vérifications précités est conservée par le titulaire de l'enregistrement bénéficiant du prêt pendant la durée de celui-ci.

## **II. Prescriptions générales spécifiques dépendantes de la nature des sources mises en œuvre**

Ces prescriptions générales spécifiques, qui dépendent de la nature des sources de rayonnements ionisants mises en œuvre, s'ajoutent aux prescriptions générales spécifiques mentionnées au I.

- **Sources radioactives non scellées**
  - Lieux recevant des sources radioactives non scellées ou des déchets ou effluents contaminés par des radionucléides

Les lieux où sont entreposés ou manipulés des sources radioactives non scellées, ou des déchets ou effluents contaminés par des radionucléides, sont maintenus en bon état et en bon ordre. Les revêtements des sols, murs et plafonds sont lisses, continus et facilement décontaminables. En outre, si des liquides sont entreposés, une rétention étanche de capacité suffisante permet de collecter d'éventuelles fuites.

Les récipients et objets potentiellement contaminés par les radionucléides sont clairement identifiés.

Les lieux destinés à l'entreposage des déchets ou effluents contaminés par des radionucléides sont exclusivement réservés à cet effet.

Si des locaux d'entreposage de déchets ou d'effluents contaminés par des radionucléides sont communs à plusieurs entités, le titulaire de l'enregistrement respecte les conventions de partage de ces locaux ou, le cas échéant, les conventions relatives à la gestion des effluents et des déchets cosignées par les différents bénéficiaires de ces locaux. Les entités bénéficiaires disposent en outre d'une décision d'enregistrement ou d'une décision d'autorisation valide relative aux activités nucléaires qu'elles exercent.

- Rejets d'effluents dans l'environnement

Le rejet dans l'environnement de radionucléides de période radioactive supérieure à 100 jours est interdit.



## ANNEXE B À LA LETTRE CODEP-LYO-2024-030371

### **Rappels réglementaires non exhaustifs**

(seuls les textes publiés au *Journal officiel* de la République française font foi)

L'exercice d'une activité nucléaire s'inscrit dans un cadre réglementaire fixé au principal par le code de la santé publique, le code du travail et leurs textes d'application. Le cas échéant, d'autres réglementations, telles que celles liées au code de l'environnement ou au code des transports, peuvent également être applicables.

Le site Internet [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) est le portail de référence pour accéder à la réglementation. Le site Internet de l'ASN ([www.asn.fr](http://www.asn.fr)) comporte, outre les textes réglementaires signés par l'ASN, d'autres informations liées à la réglementation, par exemple des guides.

Sans volonté d'exhaustivité, je vous rappelle que :

- Toute modification des conditions d'exercice de l'activité nucléaire doit, en application des articles R. 1333-137 et R. 1333-138 du code de la santé publique, faire l'objet, selon le cas, soit d'une information de l'ASN, soit d'une demande de modification de l'enregistrement.
- La cessation définitive de l'activité nucléaire doit, en application de l'article R. 1333-141 de ce code, être portée à la connaissance de l'ASN en vue d'obtenir la décision mettant fin à l'enregistrement prévue à l'article R. 1333-143 du même code.
- Des prescriptions générales spécifiques aux activités nucléaires que vous exercez ou allez exercer sont fixées dans la décision [2] et rappelées à l'annexe A du présent courrier. Ces prescriptions, qui complètent les dispositions déjà prévues dans le code de la santé publique, le code du travail et leurs textes d'application (tels que des arrêtés ministériels), ne sont pas reprises dans votre décision d'enregistrement. Il vous appartient de les respecter.
- Toute nouvelle installation – ou installation modifiée – doit, en application de l'article R. 1333-139 du code de la santé publique, faire l'objet d'un examen de réception au cours duquel est vérifiée la conformité des locaux où sont présentes ou utilisées des sources de rayonnements ionisants. Lors de cet examen de réception, sont à réaliser les contrôles et vérifications prévus par le fabricant et, le cas échéant, par les prescriptions générales ou individuelles fixées respectivement dans la réglementation générale et dans votre décision d'enregistrement. Tant que la réception des installations n'a pas été prononcée, l'utilisation des sources de rayonnements ionisants est limitée à la seule fin de réalisation des vérifications nécessaires à l'examen de réception.

- Tout responsable d'activité nucléaire est tenu, en application de l'article R. 1333-158 du code de la santé publique de tenir à jour un inventaire des sources de rayonnements ionisants détenues et de leurs localisations et, le cas échéant, des effluents rejets et déchets éliminés en application de l'article R. 1333-16 de ce code. En outre, cet inventaire doit, en application de l'article R. 1333-158 précité, être périodiquement transmis à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), au moins tous les 3 ans.
- La gestion des effluents et déchets contaminés par des radionucléides doit respecter les dispositions fixées par la décision n° 2008-DC-0095 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 janvier 2008 fixant les règles techniques auxquelles doit satisfaire l'élimination des effluents et des déchets contaminés par les radionucléides, ou susceptibles de l'être du fait d'une activité nucléaire, prise en application des dispositions de l'article R. 1333-12 du code de la santé publique. En outre, en application de la décision [2], tout rejet dans l'environnement de radionucléides de période radioactive supérieure à 100 jours est interdit ;
- Les acquisitions et cessions de sources radioactives, y compris les transferts intra-européens ou les importations/exportations, sont, en application des articles R. 1333-153 et suivants du code de la santé publique, soumis à certaines formalités impliquant l'IRSN. La décision n° 2015-DC-0521 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 8 septembre 2015 relative au suivi et aux modalités d'enregistrement des radionucléides sous forme de sources radioactives et de produits ou dispositifs en contenant et, le cas échéant, le règlement (Euratom) n° 1493/93 du Conseil, du 8 juin 1993, concernant les transferts de substances radioactives entre les États membres, précisent les modalités à respecter.
- La mise en œuvre de sources de rayonnements ionisants, même s'il ne s'agit pas de sources radioactives scellées de haute activité, doit tenir compte de possibles actes de malveillance. Ainsi, outre les obligations générales fixées aux articles L. 1333-7, R. 1333-14, R. 1333-15 et R. 1333-147 du code de la santé publique, comme par exemple la réalisation de la catégorisation des sources que vous détenez ou utilisez, quelques dispositions de l'arrêté du 29 novembre 2019 modifié relatif à la protection des sources de rayonnements ionisants et lots de sources radioactives de catégories A, B, C et D contre les actes de malveillance vous sont également applicables.
- Si des sources radioactives ou appareils en contenant sont utilisées hors de l'établissement, leurs conditions de transport vers leur lieu d'utilisation doivent respecter la réglementation relative au transport de substances radioactives. En particulier, l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») fixe les exigences applicables au transport routier sur la voie publique.





- Les événements significatifs de radioprotection, les situations pouvant conduire à une urgence radiologique, les situations d'urgence radiologique et les actes de malveillance sont à déclarer à l'autorité compétente, le cas échéant sans délai (articles L. 1333-13, R. 1333-21 et R. 1333-22 du code de la santé publique). L'ASN peut être jointe, 24h/24, en appelant le numéro vert 0800. 804.135.

Par ailleurs, en application du code du travail, dès lors qu'un travailleur, y compris les travailleurs indépendants et les employeurs, est susceptible d'être exposé à un risque dû aux rayonnements ionisants d'origine naturelle ou artificielle, il appartient à l'employeur, au même titre que pour tout autre risque professionnel, de prendre les mesures appropriées pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs, conformément aux principes généraux de prévention fixés aux articles L. 4121-1 et suivants du code du travail. Ces dispositions impliquent, sans vocation d'exhaustivité :

- 1) de mettre en place, lorsque nécessaire, une organisation de la radioprotection (article R. 4451-111 du code du travail) ;
- 2) de désigner un conseiller en radioprotection (article R. 4451-112 et suivants du code du travail) ;
- 3) de mener une évaluation des risques (articles R. 4451-13 et suivants du code du travail) conduite, en première approche, sur un fondement documentaire et, lorsque les résultats de cette évaluation des risques mettent en évidence le fait que l'exposition est susceptible d'atteindre ou de dépasser les valeurs limites d'exposition des personnes du public, sur la base de mesurages sur le lieu de travail ;
- 4) lorsque le danger ne peut être supprimé, de déterminer les moyens de protection collective (articles R. 4451-18 et suivants du code du travail) à mettre en œuvre pour réduire les risques aussi bas que raisonnablement possible, avant d'examiner, en dernier ressort, les moyens de protection individuelle (article R. 4451-56 du code du travail) ;
- 5) de signaler les sources de rayonnements ionisants (article R. 4451-26 du code du travail) ;
- 6) de délimiter et de signaler les zones surveillées, zones contrôlées, zones d'extrémités, zones d'opération ou zones radon rendues nécessaires, compte tenu des risques radiologiques (articles R. 4451-22 et suivants du code du travail), et de gérer les conditions et modalités d'accès à ces zones (articles R. 4451-29 et suivants du code du travail) ;
- 7) d'informer ou de former, selon le cas, les travailleurs (articles R. 4451-58 et suivants du code du travail) ;



- 8) de classer les travailleurs, en catégorie A ou B selon le cas, si leur exposition est susceptible de dépasser les valeurs limites d'exposition des personnes du public (article R. 4451-57 du code du travail) et de les faire bénéficier d'un suivi médical approprié (articles R. 4451-82, R. 4624-22 et suivants du code du travail) ;
- 9) de doter les travailleurs, lorsque nécessaire, de dosimètres à lecture différée ou de dosimètres opérationnels (articles R. 4451-33, R. 4451-64 et suivants du code du travail) ;
- 10) de réaliser ou faire réaliser les vérifications initiales, périodiques ou lors d'événements particuliers, des équipements de travail et des sources de rayonnements ionisants ainsi que des lieux de travail, des véhicules utilisés lors d'opérations d'acheminement de substances radioactives et de l'instrumentation de radioprotection (articles R. 4451-40 et suivants du code du travail).

**DÉCISION N° CODEP-LYO-2024-030371 DU 6 JUIN 2024 DU PRÉSIDENT DE  
L'AUTORITÉ DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE D'ENREGISTREMENT D'UNE  
ACTIVITÉ NUCLÉAIRE À DES FINS NON MÉDICALES DÉLIVRÉE À L'ÉCOLE  
NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON**

Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 592-21 ;

Vu le code de la santé publique, notamment le chapitre III du titre III du livre III de sa première partie ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-135 ;

Vu la décision n° 2008-DC-0095 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 janvier 2008 prise en application des dispositions de l'article R. 1333-12 du code de la santé publique, fixant les règles techniques auxquelles doit satisfaire l'élimination des effluents et des déchets contaminés par les radionucléides, ou susceptibles de l'être du fait d'une activité nucléaire ;

Vu la décision n° 2018-DC-0649 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 18 octobre 2018 modifiée définissant, en application du 2° de l'article R. 1333-109 et de l'article R. 1333-110 du code de la santé publique, la liste des activités nucléaires soumises au régime de déclaration et les informations qui doivent être mentionnées dans ces déclarations ;

Vu la décision n° 2021-DC-0703 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 février 2021 établissant la liste des activités nucléaires mettant en œuvre des sources de rayonnements ionisants à des fins industrielle, vétérinaire ou de recherche (hors recherche impliquant la personne humaine) soumises au régime d'enregistrement, et les prescriptions applicables à ces activités ;

Vu le courrier du 25 mars 2024 du président de l'École normale supérieure de Lyon relatif à l'évolution de la numérotation des salles depuis les travaux réalisés en 2019,

Vu le certificat de mesures émis le 13 septembre 2023 sous la référence 19162876.1.1.1 démontrant l'absence de contamination résiduelle des locaux LBE 3-03, LBE 3-09, de la soute à déchets radioactifs pièce 0-07 du bâtiment M10 du site IGFL ;

Après examen de la demande déposée le 9 février 2024 sur le portail de Téléservices de l'Autorité de sûreté nucléaire par l'École normale supérieure de Lyon représentée par *Monsieur Emmanuel TRIZAC* (Président de l'École normale supérieure de Lyon) et de ses compléments reçus le 28 mars 2024 ;

Considérant que le respect des prescriptions générales spécifiques figurant dans la décision du 4 février 2021 susvisée permet, en principe, de limiter suffisamment les risques et inconvénients liés aux activités nucléaires objets de la présente décision, eu égard aux caractéristiques de ces activités et aux conditions de leur mise en œuvre, et qu'il n'est donc nécessaire ni de fixer des prescriptions individuelles particulières dans la présente décision, ni de limiter la durée de l'enregistrement en deçà de la limite prévue par la décision du 4 février 2021,

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

L'École Normale Supérieure de Lyon (personne morale), dénommée ci-après le titulaire de l'enregistrement, est autorisée à exercer une activité nucléaire à des fins non médicales dans les conditions fixées par la présente décision.

#### **Article 2**

Cette décision permet au titulaire de l'enregistrement, dans les limites et conditions fixées à l'annexe 1, de :

- détenir ou utiliser des sources radioactives non scellées, le cas échéant contenues dans des appareils, ne relevant pas de la nomenclature mentionnée à l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;
- détenir ou utiliser des sources radioactives, le cas échéant contenues dans des appareils, à des fins de regroupement ou d'entreposage de sources radioactives non scellées ne relevant pas de la nomenclature mentionnée à l'article L. 511-2 du code de l'environnement.

La présente décision ne couvre ni la détention ni l'utilisation de substances radioactives sous forme de sources non scellées, y compris sous forme de déchets radioactifs, à l'intérieur de l'établissement si ce dernier relève, compte tenu des substances radioactives présentes, de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 3**

Tant que la réception des installations, reposant notamment sur les contrôles et vérifications initiaux prévus à l'article R. 1333-139 du code de la santé publique et aux articles R. 4451-40 et R. 4451-44 du code du travail et, le cas échéant, à l'article R. 4451-42 du même code, n'a pas été prononcée par le titulaire de l'enregistrement, la présente décision est limitée à :

- la détention des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision ;
- l'utilisation des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision à la seule fin de réalisation des contrôles et vérifications initiaux précités.

**Article 4**

La présente décision, non transférable, est référencée CODEP-LYO-2024-030371 (dossier SIGIS T690477).

Elle est valable jusqu'au 17 mars 2032 et peut être renouvelée sur demande adressée à l'Autorité de sûreté nucléaire au moins six mois avant sa date d'expiration.

Elle est valable tant que les conditions d'exercice de l'activité nucléaire restent inchangées.

La décision d'enregistrement référencée CODEP-LYO-2022-013018 est abrogée à la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

**Article 5**

La cessation de l'activité nucléaire enregistrée par la présente décision est à porter à la connaissance de l'Autorité de sûreté nucléaire au moins trois mois avant sa date prévisionnelle.

**Article 6**

La présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 7**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au titulaire de l'enregistrement.

Fait à Lyon, le 6 juin 2024

Pour le président de l'ASN et par délégation,  
la chef de la division de Lyon,



**Nour KHATER**

# ANNEXE 1

## LIMITES ET CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ NUCLÉAIRE ENREGISTRÉE

### SOURCES RADIOACTIVES NON SCELLEES ET APPAREILS EN CONTENANT

- Finalités de détention et d'utilisation et activités maximales des sources radioactives non scellées et appareils en contenant

Les radionucléides suivants sous forme de sources radioactives non scellées, contenues ou non dans des appareils, peuvent être détenus et utilisés pour les finalités et dans les limites définies ci-dessous :

Radionucléides mis en œuvre sous forme de sources radioactives non scellées				
Radio-nucléide	Activité maximale détenue <sup>1</sup> (MBq)	Activité maximale utilisée (MBq)	Nature de l'activité nucléaire enregistrée	Finalité de détention ou d'utilisation
<sup>3</sup> H	120	3,7	Détention Utilisation	Recherche
<sup>14</sup> C	37	0,37	Détention Utilisation	Recherche
<sup>32</sup> P	400	37	Détention Utilisation	Recherche
<sup>35</sup> S	2 220	300	Détention Utilisation	Recherche
<sup>234</sup> U	6	0,53	Détention Utilisation	Recherche
<sup>235</sup> U	1	0,025	Détention Utilisation	Recherche
<sup>238</sup> U	6	0,53	Détention Utilisation	Recherche
<sup>1</sup> L'activité maximale détenue, au titre de la présente décision, correspond à la somme des activités des sources utilisées, des sources en attente d'utilisation et des déchets et effluents contaminés par les radionucléides et entreposés dans l'établissement.				

En tout état de cause, compte tenu des critères d'entrée dans le régime des installations classées pour la protection de l'environnement :

- la quantité de substances radioactives (hors déchets et effluents) sous forme non scellée présente dans l'établissement est limitée à une tonne ;

- le volume de déchets radioactifs susceptibles d'être présents dans l'établissement est limité à 10 m<sup>3</sup>.

Compte tenu des radionucléides et activités maximales précités, le facteur  $Q_{SNS}$  calculé pour l'ensemble des sources non scellées, selon les modalités mentionnées à l'article R. 1333-106 du code de la santé publique, est le suivant :  $Q_{SNS} = 5\,326,02$

- Lieux de détention ou d'utilisation des sources radioactives non scellées et appareils en contenant

Dans le respect des limites globales définies ci-dessus, les sources radioactives non scellées, contenues ou non dans des appareils, peuvent être détenues ou utilisées dans le site ci-dessous :

**École normale supérieure de Lyon**  
**Site Jacques Monod**  
**9 rue du Vercors**  
**69007 Lyon**

Au sein du site ci-dessous, les locaux ou zones dans lesquelles ces sources radioactives non scellées, contenues ou non dans des appareils, sont détenues ou utilisées sont ceux figurant dans le tableau ci-dessous :

Précisions sur les lieux, au sein de l'établissement, de détention ou d'utilisation des radionucléides sous forme de sources radioactives non scellées				
Site	Local	Radionucléide	Nature de l'activité nucléaire enregistrée	Finalité de détention ou d'utilisation
Monod	Pièce 108 A (1 <sup>er</sup> étage) - Bâtiment M3	<sup>3</sup> H, <sup>14</sup> C, <sup>32</sup> P, <sup>35</sup> S	Détention et utilisation	Recherche
	Pièce SE 139 (1 <sup>er</sup> étage) - Bâtiment M5	<sup>3</sup> H, <sup>14</sup> C, <sup>32</sup> P, <sup>35</sup> S	Détention et utilisation	Recherche
	Pièce NE 146 (1 <sup>er</sup> étage) - Bâtiment M5	<sup>3</sup> H, <sup>14</sup> C, <sup>32</sup> P, <sup>35</sup> S	Détention et utilisation	Recherche
	Pièces NO 124 et 126 (1 <sup>er</sup> étage) - Bâtiment M5	<sup>3</sup> H, <sup>14</sup> C, <sup>32</sup> P, <sup>35</sup> S	Détention et utilisation	Recherche
	Pièce Box 3 L3 (sous-sol) - Bâtiment M5	<sup>3</sup> H, <sup>14</sup> C, <sup>32</sup> P, <sup>35</sup> S	Détention et utilisation	Recherche
	Pièce B3 (rez-de-chaussée) - Bâtiment M8	<sup>234</sup> U, <sup>235</sup> U, <sup>238</sup> U	Détention et utilisation	Recherche
	Pièce BC3 (rez-de-chaussée) - Bâtiment M8	<sup>234</sup> U, <sup>235</sup> U, <sup>238</sup> U	Détention et utilisation	Recherche
	Local à déchets M12.002 - Bâtiment M12	<sup>3</sup> H, <sup>14</sup> C, <sup>32</sup> P, <sup>35</sup> S, <sup>234</sup> U, <sup>235</sup> U, <sup>238</sup> U	Détention	Entreposage de déchets radioactifs en attente d'élimination